

Revue de presse du 15 au 30 juin 2022

Table des matières

AFRIQUE	1
Tunisie	1
EUROPE	2
Méditerranée centrale	2
États non-membres de l'Union européenne.....	3
Royaume-Uni.....	3
Serbie - Bosnie-Herzégovine	4
Union européenne	5
États membres de l'Union européenne	5
Chypre	5
Espagne - Maroc.....	6
Grèce	6
Italie.....	7
MOYEN-ORIENT	7
Liban	7

AFRIQUE

Tunisie

- **Infomigrants**, « [Months-long sit-in outside UNHCR Tunis ends](#) », 21 juin 2022.
- **Infomigrants**, « [À Tunis, fin du sit-in des demandeurs d'asile devant les locaux du HCR](#) », 21 juin 2022.

Après deux mois de contestation, les personnes exilées qui campaient depuis le 15 avril 2022 devant les bureaux du Haut-commissariat pour les réfugiés des Nations unies (HCR) de Tunis ont été évacuées par la police. Alors que la porte-parole du HCR en Tunisie assure qu'il a simplement été « demandé » aux dernières personnes du sit-in de partir, le Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux (FTDES) dénonce de son côté le recours à la force policière lors de cette opération d'évacuation, et les violences perpétrées à l'encontre du groupe de manifestant-e-s – composé de demandeur-euse-s d'asile, dont des enfants. Dans un [communiqué du 18 juin 2022](#), le FTDES accuse les responsables gouvernementaux et de l'agence onusienne de se renvoyer mutuellement la responsabilité des faits à l'origine de ces contestations.

Le mouvement de protestation avait débuté à Zarzis (sud-est de la Tunisie) en février 2022 après la décision du HCR de réduire l'assistance aux demandeur-euse-s d'asile présent-e-s en Tunisie, notamment en matière d'hébergement, ne faisant qu'aggraver la surpopulation des trois seuls centres

d'accueil du pays¹. Si le HCR affirme que la plupart des exilé·e·s qui campaient devant ses bureaux ont finalement été relogé·e·s, les revendications à l'origine du *sit-in* organisé à Tunis ne s'arrêtaient pas à la seule question du logement et visaient à dénoncer plus généralement les conditions de vie des personnes migrantes en Tunisie, dont beaucoup demandent leur évacuation vers d'autres pays².

EUROPE

Méditerranée centrale

- **Infomigrants**, « [Méditerranée : plusieurs bateaux en attente d'un port sûr pour débarquer plus de 500 migrants](#) », 27 juin 2022.
- **Infomigrants**, « [Plus de 800 personnes en attente d'un port sûr en Méditerranée centrale](#) », 20 juin 2022.

Devenues indispensables pour pallier les manquements des États en matière de secours et d'assistance en mer, les opérations de sauvetage que mènent les ONG en Méditerranée centrale (dont SOS Méditerranée, Sea-Watch, Maydayterraneo, l'équipe du *Louise-Michel*, MSF, etc.) se multiplient depuis le mois d'avril 2022. Mais les autorisations de débarquement dans les ports européens sont de plus en plus difficiles à obtenir pour les bateaux de sauvetage des ONG, contraints de patienter plusieurs jours en mer dans des conditions critiques avec des centaines d'exilé·e·s à bord. Au 20 juin 2022, plus de 800 personnes attendaient en Méditerranée centrale que les navires civils à bord desquels elles se trouvaient obtiennent l'autorisation de débarquer dans un port sûr. La majorité d'entre elles a été secourue dans les zones SAR maltaise et libyenne. Sept jours après, le 27 juin 2022, pas moins de 500 exilé·e·s étaient dans la même situation d'attente, près de Malte et de l'Italie. À mesure que le contrôle des migrations entre le Maghreb et l'Europe s'intensifie, les tentatives de traversées deviennent de plus en plus périlleuses, et les moyens matériels et humains des ONG, déjà sous tension, manquent.

Avec le retour de la saison estivale, le nombre de traversées entre les côtes nord-africaines et l'Europe augmentent, de même que les demandes de débarquement formulées par les ONG qui leur portent assistance en mer. Un phénomène qui n'a toutefois rien d'inédit, qui se produit chaque année à la même période, dès lors que les conditions météorologiques apparaissent moins dangereuses pour les trajets en mer. Mais été comme hiver, la Méditerranée centrale reste parmi les routes migratoires les plus meurtrières au monde selon l'Organisation internationale de migrations (OIM), qui comptabilise plus de 17 000 personnes exilées décédées ou disparues dans cette région depuis 2014, dont au moins 715 en 2022³.

¹ Pour rappel, au mois de février 2022, le HCR avait demandé à des personnes hébergées de céder leur place dans les centres de Médenine et Zarzis. Voir le communiqué signé par Migreurop « [Quand le HCR en Tunisie jette les personnes exilées à la rue comme des déchets](#) », 18 février 2022.

² [Revue de presse du 15 au 30 avril 2022.](#)

³ Voir les chiffres de l'OIM ([Missing Migrants Project](#)).

États non-membres de l'Union européenne

Royaume-Uni

- **Libération**, « [Expulsion de migrants au Rwanda : le premier vol annulé, une volée pour Boris Johnson](#) », 15 juin 2022.
- **Le Monde**, « [Le gouvernement britannique voit son premier vol de demandeurs d'asile vers le Rwanda annulé, faute de passagers](#) », 15 juin 2022.
- **Infomigrants**, « [UK cancels first deportation flight to Rwanda](#) », 15 juin 2022.

Déterminé à envoyer au Rwanda les exilé·e·s en quête de protection considérés comme indésirables sur le sol britannique, le gouvernement de Boris Johnson a été freiné dans l'exécution de son plan d'externalisation de l'asile en Afrique par une juridiction européenne. Prévu pour le mardi 14 juin 2022, le premier vol de demandeur·euse·s d'asile à destination du Rwanda – à bord duquel devaient initialement se trouver 130 personnes, finalement réduites à huit – a été annulé à la suite de l'intervention *in extremis* de la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH). Plusieurs recours avaient en effet été formés par les personnes exilées et leurs soutiens, et c'est finalement le vol qui a pu être annulé, grâce à la mesure d'urgence provisoire prise par la CEDH en faveur d'un demandeur d'asile irakien à bord de l'avion. Les juges ont estimé que son transfert vers le Rwanda devait être repoussé jusqu'à ce que soit terminé l'examen de légalité du protocole d'entente par la justice britannique, et que cette dernière ait déterminé si ce pays pouvait être considéré comme « sûr ». Ce revers ne semble toutefois pas amoindrir la volonté de la ministre britannique de l'Intérieur, Priti Patel, qui assure étudier scrupuleusement les arguments avancés par les juges, pour ne pas subir une nouvelle annulation de vol.

En dépit des objectifs annoncés, le durcissement des politiques migratoires britanniques n'a pour l'instant pas les effets dissuasifs escomptés : selon les dernières données communiquées par le ministère de l'Intérieur français, le nombre de traversées et tentatives de traversées de La Manche depuis la France entre le 1er janvier et le 13 juin 2022 aurait augmenté de 68% par rapport à la même période en 2021.

- **The Guardian**, « [People arriving in UK on small boats to be electronically tagged](#) », 18 juin 2022.
- **BBC**, « [Migrants: Some due for removal from the UK could be electronically tagged](#) », 19 juin 2022.
- **Infomigrants**, « [Londres va équiper les migrants de bracelets électroniques](#) », 23 juin 2022.

Le Home Office (ministère de l'Intérieur du Royaume-Uni) poursuit son acharnement contre les migrant·e·s, et lance un nouveau [programme d'essai](#) permettant de localiser, à l'aide de bracelets électroniques équipés de GPS, des personnes exilées présentes sur son territoire. Loin d'être une coïncidence, cette annonce intervient quelques jours seulement après le camouflet essuyé par le gouvernement britannique à la suite de l'annulation du premier vol transportant des demandeur·euse·s d'asile du Royaume-Uni à destination du Rwanda. Pour l'instant considéré comme un projet pilote, le programme entrera en application dès le 23 juin et sera testé durant les 12 prochains mois sur des exilé·e·s — adultes — qui seraient arrivé·e·s au Royaume-Uni hors des postes frontières habilités par voies terrestres ou maritimes, après un voyage dangereux, ou après être

passé·e·s par un pays tiers sûr. Les critères retenus pour sélectionner les migrant·e·s soumis·e·s à cet essai, de même que leur nombre, n'ont pas été communiqués à ce jour. Il est cependant probable que les personnes dont la demande d'asile a été jugée irrecevable et qui sont visées par un « transfert » au Rwanda soient les premières soumises au test. Les exilé·e·s qui se verraient imposer ce bracelet électronique devront se présenter régulièrement aux autorités, avec un potentiel couvre-feu, tandis que tout manquement à cette obligation pourrait entraîner des poursuites judiciaires et leur placement en détention.

En plus des graves atteintes aux droits fondamentaux des personnes exilées, notamment au droit à la vie privée induites par ces nouvelles mesures, imposer un bracelet électronique témoigne, une fois encore, de la criminalisation des personnes exilées en les soumettant aux mêmes sanctions que les personnes condamné·e·s pour un délit de droit commun.

Serbie - Bosnie-Herzégovine

- **Courrier des Balkans**, « [Exils : qui sont les cubains de la route des Balkans ?](#) », 25 juin 2022.
- **Courrier des Balkans**, « [La « route des Balkans » redevient la principale voie d'accès vers l'UE](#) », 16 juin 2022.

Alors que l'attention des responsables politiques des États des Balkans s'est davantage portée ces dernières années sur les exilé·e·s originaires du Moyen-Orient, les ressortissant·e·s cubain·e·s figurent également parmi les personnes migrantes qui empruntent la route des Balkans avec l'espoir de demander l'asile dans un pays de l'Union européenne (UE). Ils et elles expliquent avoir fui leur pays pour échapper à la répression du régime de La Havane⁴ et aux discriminations à l'égard des membres de la communauté LGBTQIA+. L'*Osservatorio Balcani e Caucaso* a pu s'entretenir avec quatre hommes venus de Cuba, qui se trouvaient dans un squat de Bihać, en Bosnie-Herzégovine, ville la plus proche de la Croatie. Leur trajet a souvent été le même : ils partent en avion pour la Russie, puis se rendent en Serbie, où aucun visa n'est requis. Ils expliquent que la Russie est la seule destination européenne avec un vol direct qui leur soit ouverte, mais que les migrant·e·s cubain·e·s y sont traité·e·s « comme des chiens ». Une fois à la frontière serbo-croate les quatre Cubains espéraient pouvoir franchir les portes de l'Union européenne pour déposer une demande d'asile. Mais c'était sans compter sur l'extrême brutalité de la police croate, qui les a battus et refoulés à plusieurs reprises. « *Je ne pensais pas qu'une telle chose pouvait exister en Europe* » a indiqué l'un des hommes rencontrés.

En parallèle de l'intensification des violences à l'encontre des exilé·e·s dans les Balkans, un récent rapport de l'agence européenne Frontex indique une hausse de 167% du nombre de franchissements dits irréguliers des frontières extérieures de l'UE via la région balkanique entre janvier et mai 2022, comparativement à la même période en 2021.

⁴ Human Rights Watch, « [Cuba : Répression contre les artistes et journalistes](#) », 30 juin 2021. Le Temps, « [A Cuba, l'opposition dénonce la répression et promet des actions](#) », 17 novembre 2021.

Union européenne

- **Infomigrants**, « [EU allocates more funds for migrants in Turkey](#) », 16 juin 2022.

La Commission européenne [a annoncé le 14 juin 2022](#) qu'une aide humanitaire de 50 millions d'euros allait être allouée par l'Union européenne (UE) à la Turquie, pour l'aider dans la prise en charge des personnes réfugiées dites vulnérables qui se trouvent sur son territoire. Actuellement, la Turquie compte près de 4 millions de réfugié·e·s dans son pays, dont 3,7 millions de Syrien·ne·s. La Commission précise que les fonds seront destinés à des services de soins de santé spécialisés, à la fourniture de conseils juridiques et psychosociaux, ainsi qu'à la facilitation de l'accès aux documents d'état civil.

Ce financement s'inscrit dans le cadre de l'enveloppe de 3 milliards d'euros prévue par l'UE pour la période de juin 2021 jusqu'à 2024 pour les réfugié·e·s en Turquie. En revanche le versement de 50 millions d'euros annoncé par la Commission le 14 juin 2022 vient s'ajouter aux 325 millions d'euros du « [Plan d'aide sociale d'urgence](#) » (ESSN) : un programme d'assistance sociale initié en 2016 par l'UE et adressé aux « plus vulnérables des réfugiés »⁵. Au total, depuis 2012, l'UE aurait versé près de 3,34 milliards d'euros d'aide humanitaire à la Turquie⁶. De son côté, le chef d'État turc, Recep Tayyip Erdogan, a annoncé en mai 2022 vouloir investir dans un nouveau plan qui prévoit le retour dit volontaire d'un million de personnes syriennes dans leur pays d'origine⁷.

États membres de l'Union européenne

Chypre

- **Infomigrants**, « [Cyprus: EU urges Turkish north to help cut migrant arrivals](#) », 20 juin 2022.

Face à l'augmentation du nombre d'exilé·e·s arrivé·e·s sur le territoire de la République de Chypre – au sud de l'île – via la République turque de Chypre Nord (RTCN)⁸, la Commission européenne a appelé les responsables turcs à agir pour stopper l'immigration qui transite par la partie nord. L'Union européenne (UE) exige de la RTCN qu'elle cesse de se prétendre neutre et qu'elle agisse concrètement pour endiguer les arrivées de migrant·e·s sur l'île méditerranéenne : le gouvernement chypriote turc doit « assumer sa part de responsabilité et nous trouverons un moyen de lui rappeler... » a déclaré le Vice-Président de la Commission européenne, Margaritis Schinas, avant d'ajouter que Bruxelles aidera les autorités sud-chypriotes à dissuader les passages entre le nord et le sud de l'île, séparés par une « ligne verte » sous contrôle des Nations unies. Officiellement, toute l'île de Chypre est membre de l'UE, mais la loi communautaire est pour le moment suspendue dans la partie nord, que Bruxelles ne reconnaît pas comme État indépendant.

Nicosie affirme que près de 10 000 personnes exilées seraient arrivées en 2022 sur le territoire sud chypriote en franchissant la ligne de démarcation depuis le nord, soit le double qu'en 2021. Le

⁵ European Civil Protection and Humanitarian Aid Operations, « [The Emergency Social Safety Net \(ESSN\): Offering a lifeline to vulnerable refugees in Turkey](#) ».

⁶ Sur les 3,34 milliards d'euros d'aide humanitaire versés par l'UE à la Turquie depuis 2012, environ 2,4 milliards d'euros relevaient du programme d'aide initié par l'UE en 2016 (« [EU Facility for Refugees in Turkey](#) »).

⁷ [Revue de presse du 1er au 15 mai 2022](#).

⁸ Voir [la fiche pays sur Chypre de Migreurop](#) datée de 2013 (et qui fera en 2022 l'objet d'une actualisation).

gouvernement chypriote estime à environ 90% le taux de migrant·e·s qui sont entré·e·s sur l'île après être passé·e·s par la Turquie puis par le nord chypriote turc, grâce à un système de visa étudiant peu réglementé.

Espagne - Maroc

- **Médiapart**, « [Tragédie aux portes de l'Europe : des politiques migratoires plus mortelles que jamais](#) », 27 juin 2022.
- **Le Monde**, « [Drame dans l'enclave espagnole de Melilla au Maroc : nouveau bilan de 23 migrants morts](#) », 25 juin 2022.

La frontière maroco-espagnole a été le théâtre d'un nouveau massacre raciste d'une ampleur inédite le 24 juin 2022. Alors que des ressortissant·e·s d'Afrique subsaharienne tentaient de franchir les barrières-frontières de l'enclave espagnole de Melilla, la brutalité des garde-frontières marocains et espagnols a provoqué la mort d'au moins 37 personnes et blessé plus de 300 personnes selon l'Association marocaine des droits humains (AMDH). L'horreur des images et vidéos réalisées sur place illustre l'extrême violence de cette zone, seule frontière terrestre entre l'Afrique et l'Europe, qui incarne la guerre menée par l'Europe et ses partenaires contre les migrant·e·s. Entre 800 et 2 000 migrants auraient tenté d'entrer en Espagne depuis le Maroc, en empruntant le couloir qui traverse les barrières-frontières, et se seraient retrouvés pris au piège du côté espagnol, explique Mehdi Alioua du Groupe antiraciste d'accompagnement et de défense des étrangers et migrants (Gadem). Comme piégés dans un « goulot d'étranglement, les gens ont été écrasés », puis cibles des violences de la part des autorités espagnoles et marocaines. Grièvement blessés, les migrants sont restés plusieurs heures sans secours, « entourés par des militaires, des policiers passifs qui n'ont pas cherché à les sauver ».

Théâtre des violations des droits des migrant·e·s depuis plus de deux décennies, le degré de répression ne cesse d'augmenter à cette zone frontalière entre le Maroc et l'Espagne, affirme Omar Naji, de l'AMDH. En 2005 déjà, les forces de l'ordre marocaines et espagnoles avaient abattu au moins 14 migrant·e·s qui tentaient de franchir les barrières de Ceuta et Melilla⁹. La responsabilité de l'Union dans ces tragédies est indiscutable, tant la logique de sous-traitance de la gestion des migrations et la militarisation des frontières dictées par l'UE produisent des effets mortifères¹⁰.

Grèce

- **Al-Jazeera**, « [Greece accused of using migrants to push back other migrants](#) », 17 juin 2022.

Des exilé·e·s soutenu·e·s par des collectifs de défense des droits des migrant·e·s accusent la Grèce d'utiliser des exilé·e·s dans les opérations de refoulements (*pushback*) qu'elle mène à sa frontière avec la Turquie. Les témoignages des personnes ayant survécu aux *pushback*, affirment que la Grèce se servirait systématiquement d'hommes ressortissants d'États tiers — principalement Syriens, Pakistanais ou Afghans — pour refouler les migrant·e·s.

Dans un [récent rapport](#), Human Rights Watch (HRW) soutient que les hommes « employés » par la Grèce — qualifiés par l'ONG de « mandataires » ou de « policiers auxiliaires » aux visages souvent couverts — seraient chargés de faire traverser à la rame les bateaux sur le fleuve Evros, qui

⁹ « [Le Livre noir de Ceuta et Melilla](#) », Migreurop, juin 2006

¹⁰ Communiqué du réseau Migreurop, « [Un nouveau charnier aux barrières-frontières de Melilla : les massacres racistes et l'impunité doivent cesser aux frontières maroco-espagnoles !](#) », 27 juin 2022.

sépare la Grèce de la Turquie, ainsi que de fouiller, voire battre les exilé·e·s lors des refoulements. La grande majorité de ces mandataires seraient eux-mêmes des demandeurs d'asile, selon Hope Barker, membre de Border Violence Monitoring Network (BVMN). Des centaines de témoignages ont déjà pu être collectés par des collectifs de soutien aux migrant·e·s, qui expliquent avoir été informés pour la première fois de ces pratiques en août 2020. D'après les personnes interrogées, notamment des hommes que la police grecque a voulu recruter, les autorités helléniques promettaient aux exilés de leur offrir des documents de voyage, ou même des téléphones volés à d'autres migrant·e·s, en échange de leur participation aux opérations de refoulements. Si ces pratiques avaient déjà été signalées, cette enquête documente de manière inédite et détaillée les agissements des autorités grecques qui, pour échapper aux sanctions des juridictions européennes, préfèrent déléguer les viles besognes aux personnes exilées.

Italie

- **Infomigrants**, « [Italy: Tunisian migrant arrivals increase by 57% in May](#) », 21 juin 2022.

Un récent [rapport](#) publié par le Forum Tunisien pour les Droits Économiques et Sociaux (FTDES), fait état d'une augmentation du nombre d'exilé·e·s tunisien·ne·s qui auraient émigré vers l'Italie par des voies dites irrégulières, comparativement aux années précédentes. Au cours du mois de mai 2022, 947 ressortissant·e·s de Tunisie – dont 354 mineur·e·s – seraient arrivé·e·s sur le territoire italien en ne passant pas par des postes frontières habilités, soit une augmentation de 57,5% par rapport à la même période en 2021.

Dans le même temps, l'association constate une hausse de 72% du taux de tentatives de traversées en mer interceptées par les autorités tunisiennes depuis janvier 2022, relativement à 2021. Sur ce point, le FTDES insiste sur le fait que la multiplication du nombre d'interceptions renvoie à l'intensification des moyens alloués à la surveillance en mer, « fruit de la coopération tuniso-européenne ».

MOYEN-ORIENT

Liban

- **Infomigrants**, « [Lebanon threatens to expel Syrian refugees](#) », 21 juin 2022.
- **Infomigrants**, « [Réfugiés syriens : le Liban dit être arrivé au bout de ce qu'il pouvait supporter](#) », 21 juin 2022.

Sur le ton du chantage, le Premier ministre libanais s'est adressé à toute la communauté internationale pour demander aux gouvernements, particulièrement occidentaux, d'accueillir sur leur territoire des Syrien·e·s réfugié·e·s au Liban, faute de quoi Beyrouth expulsera une partie d'entre elles et eux. Estimant que l'État libanais n'était « plus capable de supporter le fardeau des réfugiés syriens »¹¹ compte tenu de la crise économique que traverse le pays¹², le chef du gouvernement, Najib Mikati, a appelé les autres pays à coopérer avant que l'État libanais ne prenne « une décision qui n'est

¹¹ Conférence de presse interministérielle tenue en amont de [la réunion du comité chargé d'examiner le dossier des réfugiés syriens](#) du 29 avril 2022.

¹² [Revue de presse du 1er au 15 mars 2022](#).

pas souhaitable pour les pays occidentaux, à savoir l'expulsion des Syriens ». En sus des menaces adressées aux pays occidentaux, le Liban a annoncé vouloir réactiver le programme de retours dits volontaires pour les exilé-e-s de Syrie, initié en 2019 en collaboration avec les autorités de Damas, par lequel plusieurs milliers de personnes étaient rentrées en Syrie de façon « volontaire » ...